



Distribution: générale Point 8 de l'ordre du jour
Date: 14 janvier 2019 WFP/EB.1/2019/8-D/1/1
Original: anglais Questions opérationnelles – Projets approuvés
par correspondance
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révision du plan stratégique provisoire de transition pour le Libéria

	Chiffres actuels	Modification	Chiffres révisés
Durée	1 ^{er} janvier 2018 – 31 décembre 2018	1 ^{er} janvier – 30 juin 2019	1 ^{er} janvier 2018 – 30 juin 2019
Bénéficiaires	246 724	38 000	284 724
	<i>(en dollars É.-U.)</i>		
Coût total	29 257 282	- 500 803	28 756 479
Transferts	20 669 662	-1 738 878	18 930 784
Mise en œuvre	4 538 232	726 701	5 264 933
Coûts d'appui directs ajustés	2 263 732	541 940	2 805 672
Total partiel	27 471 626	-470 237	27 001 389
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	1 785 655	-30 565	1 755 090

Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*: 2A (sur la base du marqueur retenu dans le plan stratégique de pays provisoire de transition tel qu'approuvé par le Conseil)

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance la révision du plan stratégique provisoire de transition pour le Libéria et la diminution budgétaire correspondante, d'un montant de 500 803 dollars É.-U., faisant l'objet du présent document.

31 décembre 2018

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

M. B. Djossa
Directeur de pays
courriel: bienvenu.djossa@wfp.org

Justification

1. Le Libéria procède peu à peu aux ajustements nécessaires après l'élection présidentielle de décembre 2017, la constitution d'un nouveau gouvernement en janvier 2018, et la clôture de la Mission des Nations Unies en mars 2018. Ces étapes clés pour le pays, ainsi que la diminution des ressources financières en provenance des donateurs au lendemain de la situation d'urgence, ont eu des répercussions négatives sur la mise en œuvre du plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T).
2. Comme dans le cas d'autres situations d'urgence, le passage de l'intervention humanitaire de grande ampleur de niveau 3 à la mise en œuvre d'interventions de développement après la crise Ebola au Libéria a été marqué par une lassitude généralisée des donateurs, les partenaires de développement plaçant leurs priorités ailleurs. En conséquence, le bureau de pays éprouve encore de grandes difficultés à mobiliser les ressources nécessaires pour mettre en œuvre le PSPP-T comme prévu initialement. Faute de perspectives de financement adéquates, il n'avait déjà pas été en mesure de présenter le plan stratégique de pays (PSP) (2019-2023) au Conseil d'administration pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2018. Dès le début de 2018, un déficit de financement et d'autres facteurs l'avaient contraint à revoir la structure de ses effectifs pour optimiser sa dotation en personnel et trouver un équilibre entre les dépenses opérationnelles récurrentes et les ressources disponibles.
3. Par ailleurs, le nouveau Gouvernement du Libéria a lancé un plan de développement national – programme favorable aux pauvres pour la prospérité et le développement (2019-2023) – qui doit remplacer l'actuel programme de transformation (2012-2017). Les parties prenantes nationales sont actuellement consultées sur cette importante feuille de route qui orientera les priorités du Gouvernement de 2019 à 2023. Dans le souci d'assurer la cohérence entre le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et les priorités nationales de développement, l'équipe de pays des Nations Unies au Libéria et le Gouvernement sont convenus de prolonger jusqu'en décembre 2019 l'exécution du PNUAD actuel.
4. Le 28 mai 2018, après avoir examiné attentivement les difficultés évoquées plus haut et l'évolution récente des orientations stratégiques nationales, et à l'issue de consultations entre le bureau de pays et le Bureau régional de Dakar, le Directeur régional a proposé que le Conseil d'administration examine le PSP pour le Libéria (2019-2023) non pas comme prévu à sa deuxième session ordinaire de 2018 mais à sa session annuelle de 2019. Le bureau de pays aurait ainsi plus de temps pour mobiliser des ressources et harmoniser le PSP avec le contexte politique en pleine évolution.
5. En raison de ce report, la période couverte par le PSPP-T serait prolongée de six mois pour faire la jonction entre la fin de l'exécution du PSPP-T tel qu'approuvé (31 décembre 2018) et la nouvelle date proposée pour le lancement de l'exécution du PSP (1^{er} juillet 2019). Cette révision permettra aussi au bureau de pays de continuer à fournir en temps voulu une assistance aux populations vulnérables, en collaboration étroite avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies et d'autres partenaires clés.
6. Les résultats de l'examen stratégique Faim zéro mené au Libéria, publiés dans un rapport des autorités diffusé en mai 2017, et les consultations approfondies menées avec les partenaires d'exécution, les donateurs et le Gouvernement lors de l'examen stratégique et de l'élaboration du PSP, confirment l'orientation stratégique esquissée dans le PSPP-T. Par conséquent, aucune modification stratégique n'est envisagée dans la présente proposition de révision.

Changements

Orientation stratégique

7. La présente révision n'implique aucune modification de l'orientation stratégique définie par le PAM au Libéria, pas plus qu'elle ne remet en question les conclusions de l'analyse du déficit alimentaire ni celles de l'examen Faim zéro en ce qui concerne les problèmes liés à la faim recensés au niveau national.

Effets directs stratégiques

8. Le coût des activités prévues au titre du plan pour 2018 a été revu à la baisse, de façon à tenir compte des perspectives de financement actuelles, soit une diminution de 11,8 millions de dollars par rapport au budget initialement établi.
9. De plus, les changements suivants interviendraient en 2019:
 - l'augmentation du coût et du nombre de bénéficiaires de l'effet direct stratégique 1 (provision pour les interventions en cas de crise) et du coût de l'effet direct stratégique 4 (renforcement de la résilience des petits exploitants);
 - l'ajout du transfert de vivres aux modalités de transfert utilisées pour l'alimentation scolaire utilisant la production locale, au titre de l'effet direct stratégique 4 (activité 7), qui repose pour l'instant sur deux modalités: les transferts de type monétaire et le renforcement des capacités; et
 - la réduction du budget alloué à la prestation de services au titre de l'effet direct stratégique 6, qui passerait de 6,3 millions de dollars à 1,4 million de dollars.

Analyse des bénéficiaires

10. Globalement, la révision proposée se traduirait par une augmentation du nombre des bénéficiaires (à hauteur de 38 000), avec les changements suivants:
 - 50 000 bénéficiaires de plus au titre de l'activité 1 (effet direct stratégique 1). Cette activité, qui vise à permettre aux populations touchées par une crise au Libéria de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les crises, a été mise en œuvre en réponse aux inondations qui avaient frappé le pays en juillet et en août 2018.
 - 12 000 bénéficiaires de moins au titre de l'activité 2 (effet direct stratégique 2).

**TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE,
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

Effet direct stratégique	Activité	Chiffres actuels			Augmentation/réduction			Chiffres révisés		
		Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total
1	1: Fournir une assistance alimentaire générale aux ménages vulnérables touchés par des catastrophes et/ou d'autres perturbations	12 500	12 500	25 000	25 000	25 000	50 000	37 500	37 500	75 000
2	2: Fournir des repas scolaires sûrs, suffisants et nutritifs aux enfants d'âge scolaire ciblés et des rations mensuelles à emporter aux adolescentes	63 920	72 080	136 000	-7 000	-5 000	-12 000	56 920	67 080	124 000
	3: Fournir un soutien alimentaire et nutritionnel aux groupes ciblés (personnes vivant avec le VIH, patients tuberculeux et leurs ménages touchés)	12 524	12 726	25 250	0	0	0	12 524	12 726	25 250
3	4: Fournir des aliments nutritifs aux ménages comptant des femmes enceintes et allaitantes et des enfants âgés de 6 à 23 mois dans les comtés où le taux de retard de croissance est particulièrement élevé, et assurer une éducation et une sensibilisation en matière de nutrition à l'intention de différents groupes et parties prenantes	7 700	7 774	15 474	0	0	0	7 700	7 774	15 474
4	5: Construire, remettre en état et entretenir les actifs productifs, notamment au moyen de mesures d'adaptation au changement climatique, au profit des petits exploitants ciblés	12 500	12 500	25 000	0	0	0	12 500	12 500	25 000
	7: Appuyer les marchés agricoles (notamment dans le cadre de l'alimentation scolaire utilisant la production locale) au profit des petits exploitants	10 000	10 000	20 000	0	0	0	10 000	10 000	20 000
Total		119 144	127 580	246 724	18 000	20 000	38 000	137 144	147 580	284 724

Transferts

11. Le seul changement important qu'il est proposé d'apporter aux modalités de transfert concerne l'activité 7 (effet direct stratégique 4), pour laquelle les transferts de produits alimentaires seraient ajoutés aux transferts de type monétaire et au renforcement des capacités. L'ajout des transferts de produits alimentaires doit permettre au bureau de pays de choisir avec plus de souplesse la modalité de transfert convenant le mieux à la saison et aux autres circonstances dans une situation donnée.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE (<i>grammes/personne/jour</i>) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ									
	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 2						
	Activité 1: Fournir une assistance alimentaire générale aux ménages vulnérables touchés par des catastrophes et/ou d'autres perturbations		Activité 2: Fournir des repas scolaires sûrs, suffisants et nutritifs aux enfants d'âge scolaire ciblés et des rations mensuelles à emporter aux adolescentes			Activité 3: Fournir un soutien alimentaire et nutritionnel aux groupes ciblés (personnes vivant avec le VIH, patients tuberculeux et leurs ménages touchés)			
Type de bénéficiaire	Ménages touchés par une crise		Élèves des écoles primaires	Adolescentes		Patients tuberculeux	Personnes vivant avec le VIH	Personnes bénéficiaires de la PTME	Ménages bénéficiaires de la PTME
Modalité	Transferts de produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de produits alimentaires	Transferts de produits alimentaires	Bons alimentaires	Transferts de produits alimentaires			
Céréales	400		120	111					350
Légumes secs	60		35						120
Huile	25		10	7		35	35	35	35
Sel	5		4						5
Sucre						25	25	25	
SuperCereal						250	250	250	
SuperCereal Plus									
Micronutriments en poudre									
Total kcal/jour	1 882		600	460		1 410	1 410	1 410	1 506
% kcal d'origine protéique	23		13,9	13,5		12,8	12,8	12,8	36
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)		0,57			0,50				
Nombre de jours d'alimentation par an	120	120	225	480	60	240	240	240	240

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ					
	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4			
	Activité 4: Fournir des aliments nutritifs aux ménages comptant des femmes enceintes et allaitantes et des enfants âgés de 6 à 23 mois dans les comtés où le taux de retard de croissance est particulièrement élevé, et assurer une éducation et une sensibilisation en matière de nutrition à l'intention de différents groupes et parties prenantes	Activité 5: Construire, remettre en état et entretenir les actifs productifs, notamment au moyen de mesures d'adaptation au changement climatique, au profit des petits exploitants ciblés		Activité 7: Appuyer les marchés agricoles (notamment dans le cadre de l'alimentation scolaire utilisant la production locale) au profit des petits exploitants	
Type de bénéficiaire	Enfants âgés de 6 à 23 mois	Petits exploitants		Élèves des écoles primaires	
Modalité	Transferts de produits alimentaires	Transferts de produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de produits alimentaires	Transferts de type monétaire
Céréales		3 000		120	
Légumes secs		400		35	
Huile		125		10	
Sel				4	
Sucre					
SuperCereal					
SuperCereal Plus					
Micronutriments en poudre	1				
Total kcal/jour		2 678		600	
% kcal d'origine protéique		9,2		13,9	
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)			3,00		0,56
Nombre de jours d'alimentation par an	360	60	30	195	195

PTME = prévention de la transmission de la mère à l'enfant.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR						
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Budget actuel		Augmentation		Budget révisé	
	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	5 337	2 803 750	2 066	2 579 873	7 403	5 383 623
Légumes secs	1 240	811 970	293	321 031	1 533	1 133 001
Huiles et matières grasses	649	681 305	28	-61 705	677	619 600
Aliments composés et mélanges	1 787	866 714	-596	-253 164	1 191	613 550
Autres	292	206 393	-47	-71 242	245	135 151
Total (produits alimentaires)	9 305	5 370 132	1 744	2 514 793	11 049	7 884 925
Transferts de type monétaire		1 785 000		2 143 025		3 928 025
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)		7 155 133		4 657 817		11 812 950

Chaîne d'approvisionnement

12. La persistance de goulets d'étranglement au niveau de certains maillons de la chaîne d'approvisionnement et celle du coût élevé des services de logistique continuent de provoquer des retards importants dans la livraison des produits. Le Gouvernement a indiqué que les achats constituaient un frein important à l'action qu'il mène en faveur du développement, en raison de capacités nationales limitées, et qu'ils représentaient plus de la moitié des dépenses budgétaires du pays. Compte tenu de l'état de délabrement des infrastructures, en particulier les routes (dont bon nombre sont impraticables pendant la saison des pluies), la logistique est un autre secteur qui doit être sensiblement amélioré.
13. Pour que le PAM puisse fournir dans les délais voulus une assistance aux partenaires de l'action humanitaire et de développement, et leur permettre ainsi de venir en aide aux populations les plus vulnérables, en particulier dans les lieux reculés et inaccessibles, l'équipe chargée de la chaîne d'approvisionnement devra s'attacher à adopter des approches innovantes, par exemple en concluant des accords flexibles et de long terme avec les petits exploitants pour la livraison de denrées alimentaires. Compte tenu de l'intensification à venir des activités de transferts de type monétaire, le PAM réduira légèrement le volume des transferts de vivres, ce qui contribuera à l'atténuation des risques et des difficultés associés à la livraison de vivres. Il continuera de suivre les cours du marché dans les zones ciblées, en collaboration avec le Gouvernement et d'autres partenaires; il procédera aussi à de nouvelles évaluations parmi les détaillants existants et en recherchera de nouveaux.

Autres considérations

Partenariats et mobilisation de ressources

14. Compte tenu des déficits de financement importants constatés au cours du premier semestre de 2018, le bureau de pays s'emploie activement à mobiliser davantage les

partenariats tout en redoublant d'efforts pour réunir les ressources nécessaires pour le PSPP-T. Il multiplie les échanges avec les gouvernements donateurs et les partenaires au niveau local et régional, tout en forgeant de nouveaux partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies et avec le Gouvernement du Libéria. En juillet 2018, il a ainsi organisé une conférence nationale des parties prenantes consacrée à l'alimentation scolaire utilisant la production locale. L'ensemble de ces démarches vient compléter la communication régulière qu'il entretient avec les partenaires en cette période décisive, et il nourrit les échanges au sujet de l'orientation stratégique qui devra être imprimée à l'action que mènera le PAM au Libéria au-delà de 2018. Il permet aussi de recenser plus précisément les domaines offrant des possibilités de partenariat avec les donateurs traditionnels et les donateurs potentiels, et de mieux cerner les besoins en ressources du bureau de pays.

Financement

15. Si un tarissement des ressources en provenance des donateurs venait à se prolonger, cela compromettrait l'exécution des activités prévues en réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle que traverse le Libéria et remettrait en question le statut d'organisme chef de file en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui est celui du PAM.

Ventilation des coûts

16. La révision proposée entraînerait une réduction minimale – d'un montant de 500 803 dollars – du coût total du PSPP-T, qui passerait de 29 257 282 dollars à 28 756 479 dollars. Ainsi, le coût de l'activité 10 menée au titre de l'effet direct stratégique 6 (prestation de services) diminuerait. Toutefois, cette baisse serait compensée par l'intensification des activités menées au titre de l'effet direct stratégique 1, en conséquence des inondations qui ont récemment touché le pays, et de l'effet direct stratégique 4, du fait de l'introduction des vivres dans les modalités de transfert.

TABLEAU 4: VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION UNIQUEMENT (en dollars)

	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2		Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3, cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	Effet direct stratégique 6	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Causes profondes	Causes profondes	
Transferts	3 089 165	-1 048 330	-70 801	699 148	-10 129	-4 397 932	-1 738 878
Mise en œuvre	38 114	764 564	14 217	-179 729	89 535	0	726 701
Coûts d'appui directs ajustés							541 940
Total partiel							-470 237
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)							-30 565
Total							-500 803

TABLEAU 5: VENTILATION DES COÛTS POUR L'ENSEMBLE DU PSPP-T APRÈS RÉVISION (en dollars)

	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2		Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3, cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	Effet direct stratégique 6	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Causes profondes	Causes profondes	
Transferts	4 010 307	8 311 691	596 110	4 125 037	747 832	1 139 807	18 930 784
Mise en œuvre	288 705	3 154 676	251 999	1 408 547	161 006	-	5 264 933
Coûts d'appui directs ajustés	528 067	1 279 215	116 645	641 844	118 153	121 748	2 805 672
Total partiel	4 827 079	12 745 582	964 753	6 175 427	1 026 992	1 261 555	27 001 389
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	313 760	828 463	62 709	401 403	66 754	82 001	1 755 090
Total	5 140 839	13 574 045	1 027 462	6 576 830	1 093 746	1 343 556	28 756 479

Liste des sigles utilisés dans le présent document

PNUAD	plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition
PTME	prévention de la transmission de la mère à l'enfant